

Manque de confiance, corruption et COVID-19, les Togolais néanmoins favorables à obéir à leur gouvernement

Dépêche No. 450, Afrobarometer | Koffi Amessou Adaba

Résumé

Depuis le premier cas confirmé de COVID-19, en novembre 2019 en Chine, cette pandémie a remis devant la scène internationale l'importance de la confiance entre gouvernants et gouvernés dans un contexte particulier de besoin de stratégies de communications de crise sanitaire.

Au Togo, où le premier cas a été enregistré le 6 mars 2020, le gouvernement avait rapidement décrété l'état d'urgence sanitaire. Cet état habilite le gouvernement à prendre par ordonnance toutes les mesures relevant du domaine de la loi, mettant ainsi en berne le fonctionnement ordinaire de l'Assemblée Nationale. L'une des mesures phares était est l'instauration des couvre-feux nocturnes de 20h à 6h après le bouclage de certaines villes (Lomé, Sokodé, Dapaong, Cinkassé). Toutefois, ces couvre-feux avaient entraîné des bavures policières avec la mort de plusieurs personnes (Ligue Togolaise des Droits de l'Homme, 2020). Jusqu'au 11 mai 2021, le Togo enregistrait 13.167 cas confirmés avec 125 décès de COVID-19 (Organisation Mondiale de la Santé, 2021).

Le respect des mesures gouvernementales ne saurait se faire sans une confiance du public envers les institutions impliquées. En effet, la confiance envers les institutions publiques reste l'une des ressources les plus essentielles pour élaborer les réponses sociétales efficaces, mais elle fait défaut dans de nombreux pays africains (Gyimah-Boadi & Logan, 2020 ; Roché, 2016).

Certains événements ont contribué aux doutes du public sur la fiabilité des institutions impliquées dans la gestion de la réponse au COVID-19. Togbui Dagban Ayivon IV, un chef traditionnel de l'un des quartiers de Lomé, a sorti une note rendue publique dans laquelle il fustige les mesures barrières du gouvernement contre la COVID-19 (TogolInfos, 2020).

Du côté des médias, les actes supposés de corruption ne cessent d'être dénoncés en cette période de COVID-19 (Alternative, 2020 ; Correcteur, 2020). En effet, la riposte contre la pandémie a débouché sur des scandales de corruption liés à l'achat de respirateurs artificiels dont la qualité est douteuse. En plus, un projet de 5 millions de masques chirurgicaux aurait été détourné dans le cadre de la reprise partielle des cours dans les établissements scolaires.

Quel est le niveau de confiance des Togolais envers leurs leaders, surtout ceux impliqués dans la gestion de la COVID-19 ?

Les résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobarometer au Togo révèlent que les citoyens perçoivent une hausse du niveau de la corruption et un déficit de confiance envers leurs autorités à l'exception des chefs religieux. En particulier, la majorité des Togolais manquent de confiance envers le gouvernement de publier des statistiques fiables sur la COVID-19 et

d'assurer l'innocuité du vaccin. Cependant, ils affirment que quel que soit les dirigeants à la tête du pays, il est toujours important d'obéir au gouvernement.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en décembre 2020 et janvier 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, et 2017.

Résultats clés

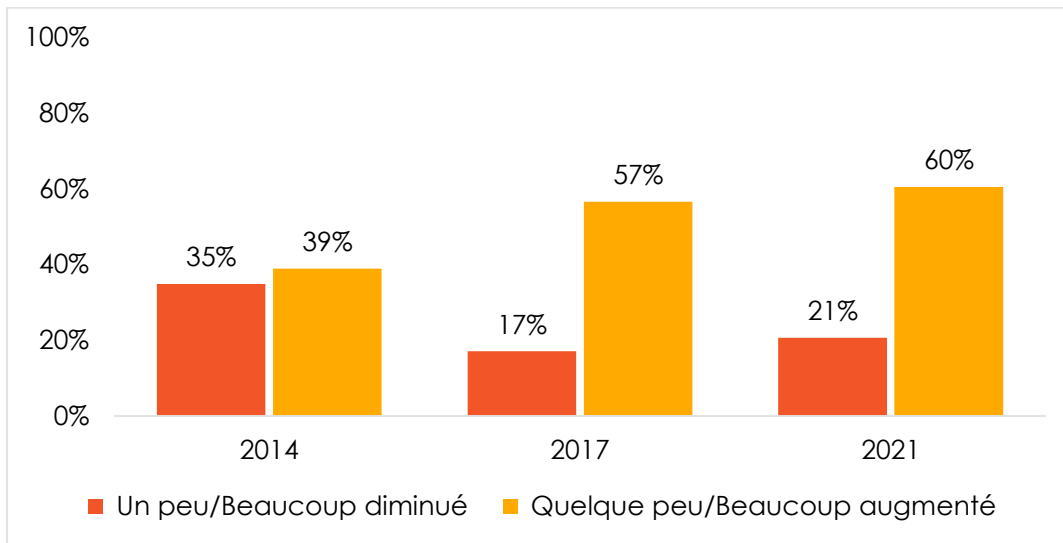
- Six Togolais sur 10 (60%) considèrent que le niveau de la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. De 2014 à 2021, cette perception s'est accrue de 21 points de pourcentage.
- Bon nombre de Togolais estiment que les autorités publiques sont impliquées dans des affaires de corruption. La perception que « tous » ou « la plupart d'entre eux » sont corrompus concerne surtout les policiers/gendarmes (51%), suivis des officiels de la Présidence (45%) et des chefs traditionnels (30%). Les leaders religieux sont moins perçus comme étant corrompus (18%).
- La confiance des citoyens envers les autorités reste assez mitigée, même si elle s'est améliorée depuis 2017 : La moitié (50%) des citoyens affirment qu'ils font « partiellement » ou « beaucoup » confiance en le Président de la République, la police et gendarmerie, et les forces de défense. Les leaders religieux (66%) et les chefs traditionnels (58%) bénéficient de plus de confiance publique.
- La majorité (55%) des Togolais ne font pas confiance aux statistiques officielles du gouvernement sur la pandémie de COVID-19.
- Encore plus (62%) n'ont pas confiance envers le gouvernement pour assurer l'innocuité du vaccin contre la COVID-19 avant son administration.
- Toutefois, neuf Togolais sur 10 (89%) affirment qu'il faut obéir au gouvernement peu importe si on a voté ou pas pour le régime en place.

Perceptions de la corruption

Six Togolais sur 10 (60%) affirment que le niveau de la corruption dans le pays a augmenté au cours de l'année écoulée. Il y a une hausse de 21 points de pourcentage pour ce constat négatif par rapport à 2014 (39%) (Figure 1).

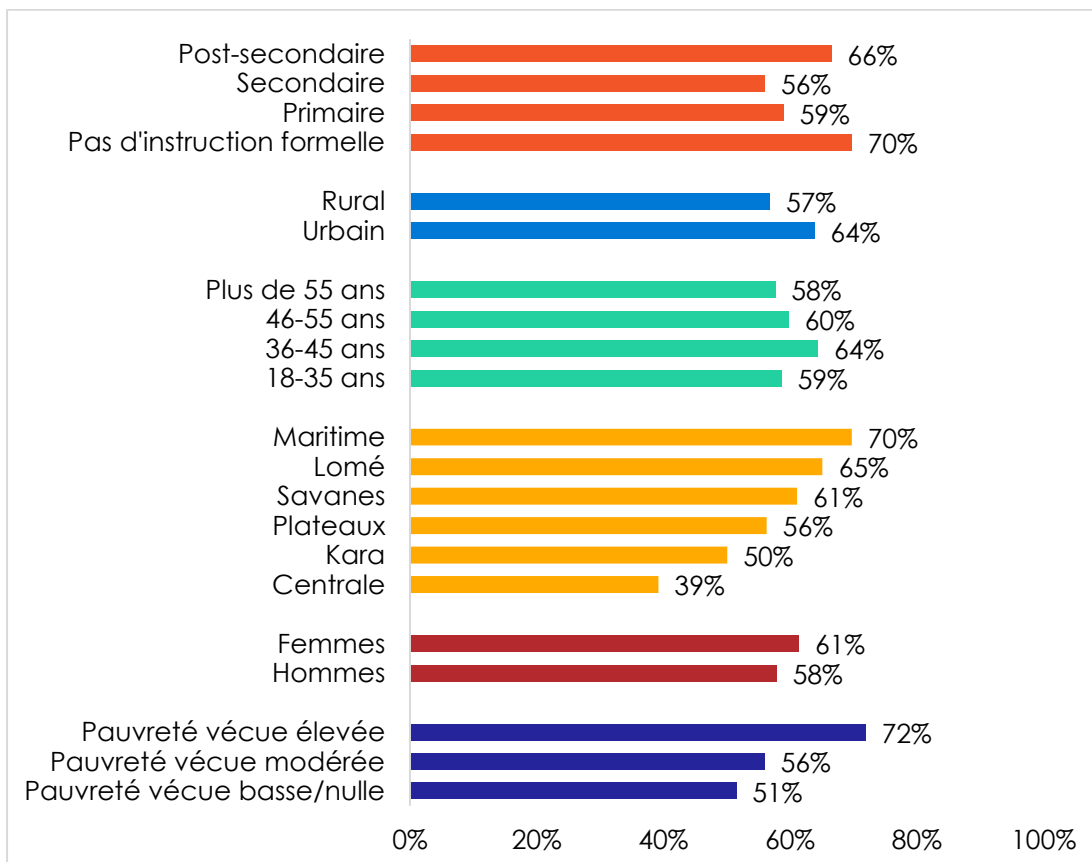
Cette perception est plus prononcée chez les plus pauvres (72%) que chez les mieux nantis (51%). Il en va de même en milieu urbain (64%), surtout dans la région Maritime (70%), qu'en milieu rural (57%) (Figure 2).

Figure 1 : Niveau de la corruption | Togo | 2014-2021



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

Figure 2 : Hausse du niveau de la corruption | par groupe socio-démographique | Togo | 2021

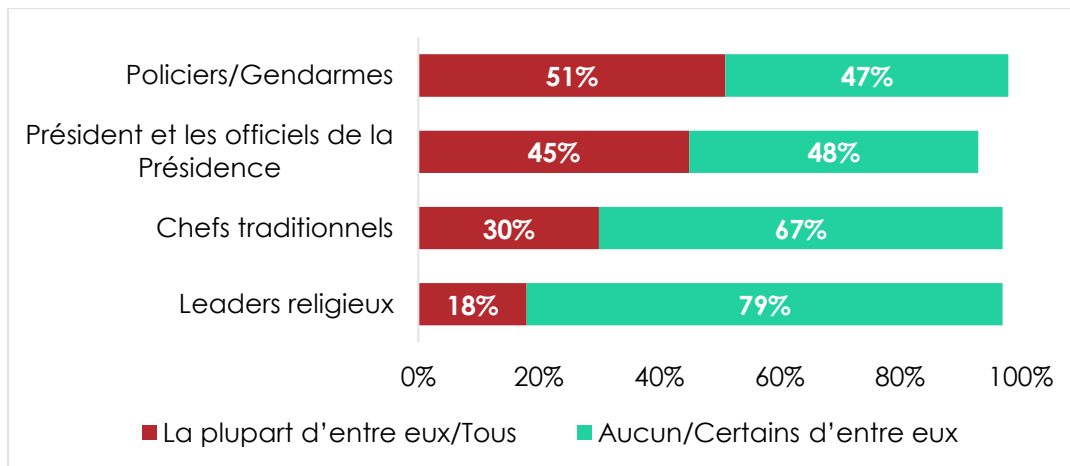


Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

En cette période de la COVID-19, certaines institutions comme le Président de la République, les forces de l'ordre, et les chefs traditionnels et religieux sont plus ou moins sollicités dans la gestion de cette pandémie. Les enquêtes d'Afrobarometer permettent de questionner le degré d'implication, aux yeux des citoyens, de ces institutions dans les affaires de corruption.

Plus de la moitié (51%) des Togolais estiment que « tous » ou « la plupart » des policiers et gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption, et presque autant (45%) disent la même chose quant à la Présidence de la République. Trois citoyens sur 10 (30%) perçoivent une corruption répandue parmi les chefs traditionnels. Les leaders religieux sont moins perçus comme étant impliqués dans la corruption (18%) (Figure 3).

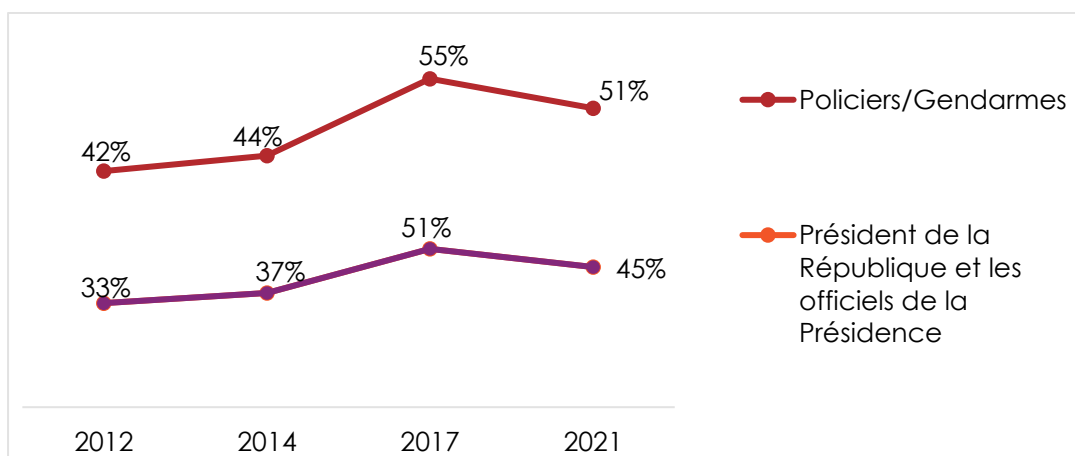
Figure 3 : Implication des institutions et leaders dans des affaires de corruption
 | Togo | 2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion ?

Si la courbe de l'évolution du niveau de la corruption perçue est ascendante entre 2012 et 2017, le Président de la République et les forces de l'ordre bénéficient d'une baisse de cette perception pendant la toute dernière enquête (Figure 4).

Figure 4 : Evolution de l'implication des autorités dans des affaires de corruption
 | Togo | 2012-2021



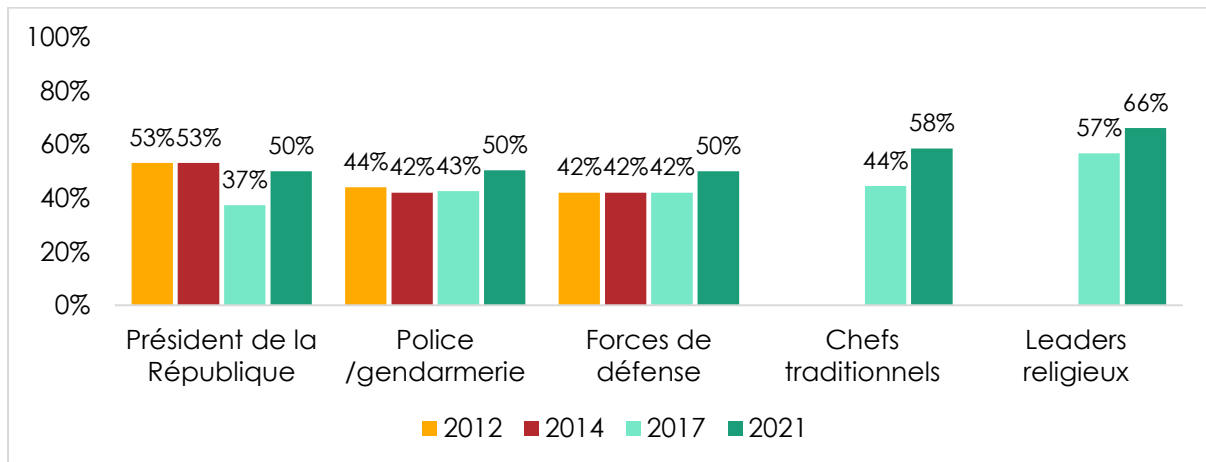
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Confiance envers les autorités publiques

La crise de confiance envers les autorités en 2017 se retrouve estompée en 2021 quelle que soit l'institution publique considérée. Toutefois, les Togolais restent divisés en 2021 en ce qui concerne la confiance envers les institutions publiques. La moitié (50%) des citoyens ont « partiellement » ou « beaucoup » confiance en le Président de la République, la police et gendarmerie, et les forces de défense. Toutes ces trois institutions ont bénéficié d'une amélioration de la confiance des citoyens par rapport à 2017 (Figure 5).

La confiance envers les leaders religieux et chefs traditionnels a également augmenté à des majorités claires (66% et 58%, respectivement).

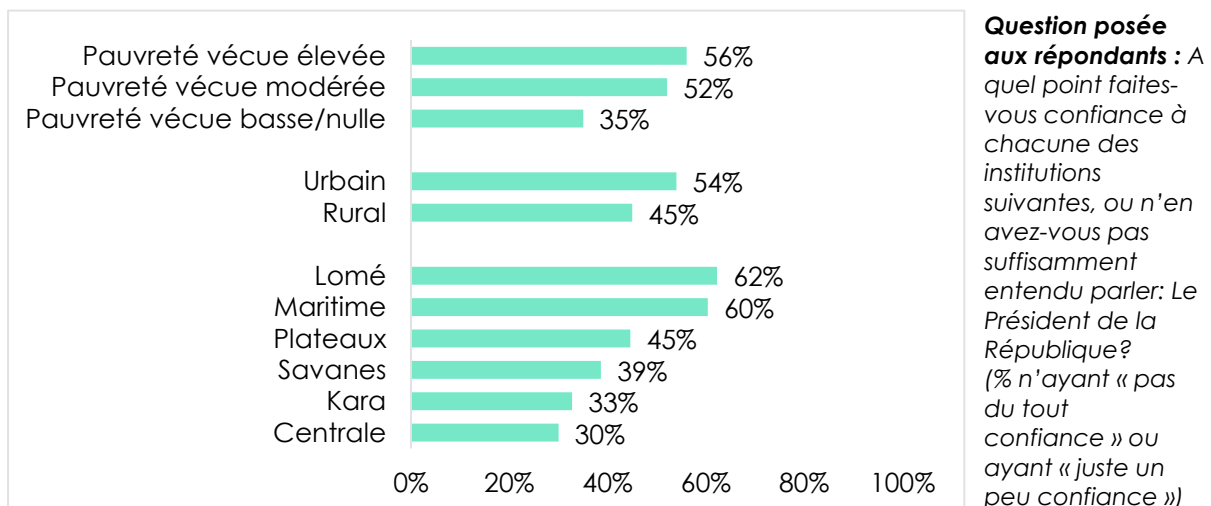
Figure 5 : Confiance envers les autorités publiques | Togo | 2012-2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler ? (% qui disent « partiellement » ou « beaucoup »)

La méfiance envers la Présidence est plus prononcée en milieu urbain que rural, surtout à Lomé et dans la région Maritime, et plus forte chez les moins nantis que chez les plus riches (Figure 6). Le modèle est presque identique quelle que soit l'institution publique considérée.

Figure 6 : Méfiance envers le Président de la République | par catégorie socio-démographique | Togo | 2021



Confiance relative à la gestion du COVID-19

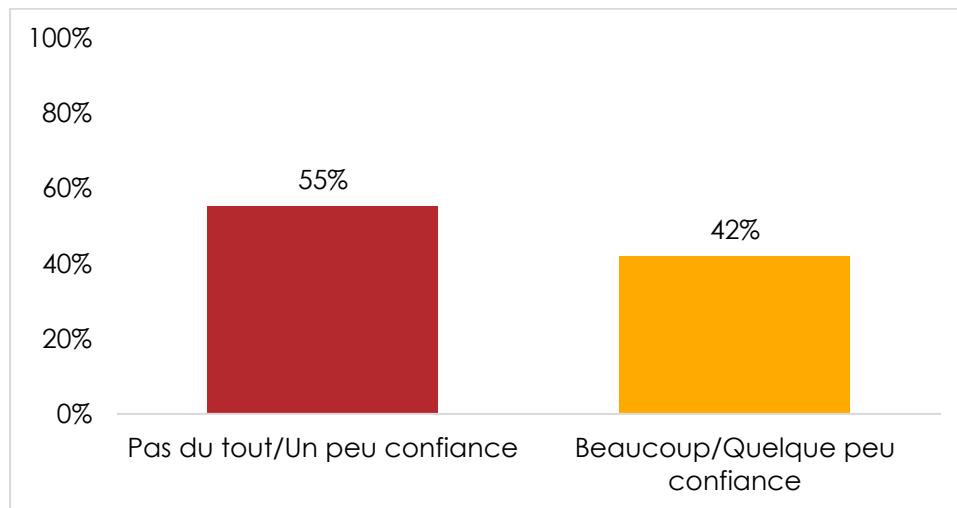
Parmi les facteurs clés pour la lutte contre la COVID-19, on peut relever l'interpellation quotidienne des citoyens sur la dangerosité de cette maladie et la confiance publique en la capacité des gouvernants à y répondre.

La divulgation des statistiques par rapport aux cas de contamination et de décès permet de mettre en alerte la population quant au respect des mesures barrières. S'il arrive que certains citoyens dénie l'existence de la COVID-19 et de ses dégâts, alors il est probable que l'observation des gestes barrières par ces citoyens soit reléguée au second plan.

Ainsi, la majorité (55%) des Togolais ne font pas confiance aux statistiques que publie le gouvernement quotidiennement (Figure 7).

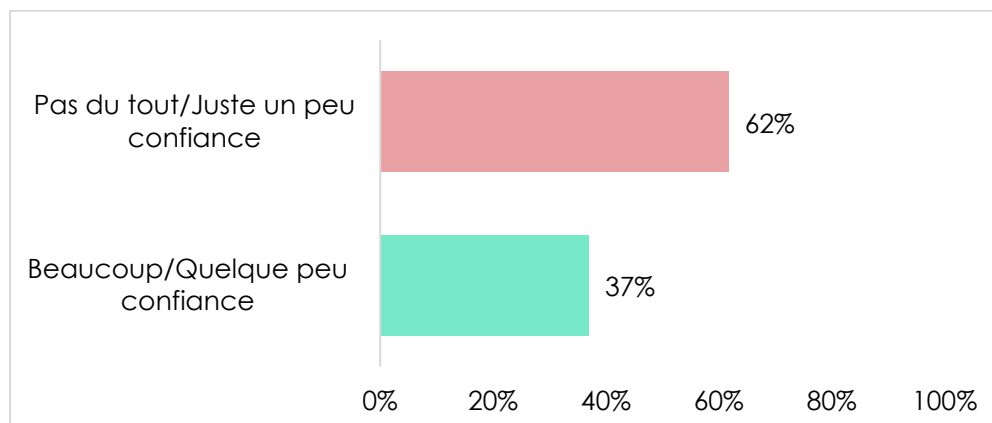
De même, plus de six personnes sur 10 (62%) se montrent méfiants par rapport à la capacité du gouvernement à assurer l'innocuité du vaccin avant son administration (Figure 8).

Figure 7 : Confiance en les statistiques officielles de la COVID-19 | Togo | 2021



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance aux statistiques officielles fournies par le gouvernement sur le nombre d'infections et de morts due à la pandémie de COVID-19 ?

Figure 8 : Confiance envers le gouvernement pour assurer l'innocuité du vaccin | Togo | 2021



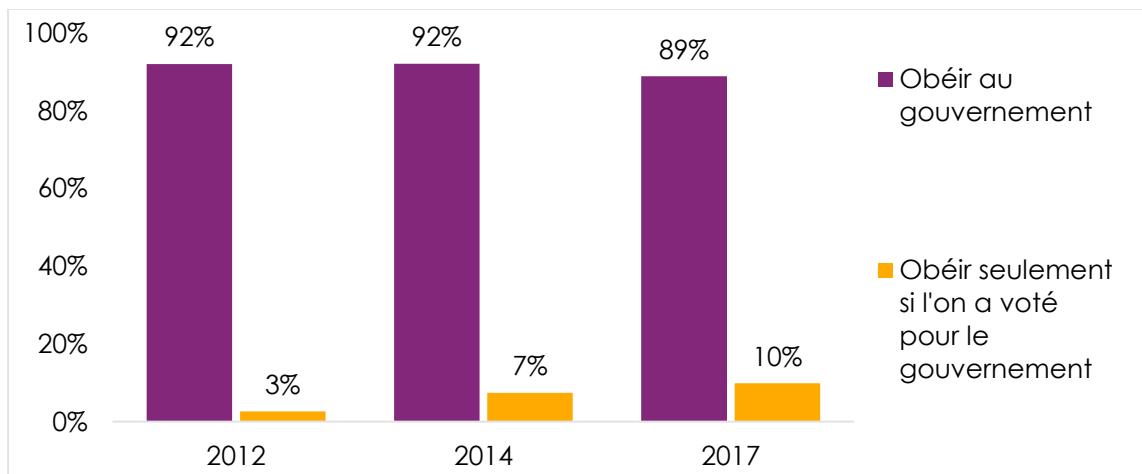
Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin du COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens togolais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

Obéissance aux autorités publiques

Il apparaît donc que les autorités publiques sont non seulement perçues comme atteints de la corruption mais également font l'objet d'un manque de confiance. Dans le contexte d'une crise sanitaire comme la pandémie de COVID-19, y-aura-t-il une adhésion continue des populations aux mesures préconisées par ces autorités ?

Il ressort que depuis l'année 2012, une très grande majorité des Togolais (à 90% environ) pensent qu'il faut toujours obéir au gouvernement quel que soit celui pour qui l'on a voté (Figure 9).

Figure 9 : Obéissance au gouvernement | Togo | 2012-2017



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : C'est important d'obéir au gouvernement au pouvoir, quel que soit le candidat pour lequel vous avez voté.

Affirmation 2 : Il n'est pas nécessaire d'obéir aux lois d'un gouvernement pour lequel vous n'avez pas voté.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Conclusion

Les questions de confiance entre les autorités publiques et les citoyens sont au cœur de l'actualité au Togo. Elles se posent encore plus en cette période de crise sanitaire où la communication autour de la COVID-19 se révèle délicate. Les méfiances envers les autorités ne sont pas de nature à faciliter la gestion de la pandémie. Les dénonciations des actes de corruption relatifs à la riposte à cette maladie ne peuvent pas mettre en marge la problématique du respect des mesures barrières telles que définies par les autorités publiques.

Il ressort des enquêtes d'Afrobarometer que la majorité des Togolais pensent que le niveau de la corruption a augmenté, et beaucoup d'institutions et leaders sont perçus comme impliqués dedans. Les résultats révèlent aussi que beaucoup de citoyens manifestent un manque de confiance vis-à-vis des dirigeants, y compris envers leur capacité à publier des statistiques fiables sur la COVID-19 et à assurer l'innocuité d'un vaccin avant son administration.

Malgré ces perceptions négatives vis-à-vis des autorités publiques, l'obéissance aux dirigeants semble être un principe fondamental au Togo. Il n'est pas alors vain de songer que les Togolais respectent les mesures barrières prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

Références

- Alternative. (2020). Pétrole-gate : Le CAR demande la lumière. 24 juin.
- Correcteur. (2020). Silence-le-procureur-dort. 13 juillet
- Gyimah-Boadi, E., & Logan, C. (2020). Global response to COVID-19 in Africa must protect lives, livelihoods, and freedoms. Development Matters. Organisation de Coopération et de Développement Économiques. 8 avril.
- Ligue Togolaise des Droits de l'Homme. (2020). COVID-19 : Couvre-feu et dérives policières au Togo. Avec l'Association des Victimes de Tortures au Togo. Collectif pour la Vérité des Urnes. 8 mai.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2021). WHO coronavirus disease (COVID-19) dashboard.
- Roché, S. (2016). De la police en démocratie. Paris : Grasset.
- TogoInfos. (2020). Voici pourquoi Togbui Dagban est contre les mesures barrières de la Covid19. 12 juin.

Koffi Amessou Adaba est chercheur au Center for Research and Opinion Polls (CROP), partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : kadaba0909@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No 450 d'Afrobarometer | 17 mai 2021